

L'ONU et le Forum économique mondial sont à l'origine de la « guerre contre les agriculteurs »



[Source : Aube digitale]

Selon des experts, les objectifs de développement de l'« Agenda 2030 » sont à l'origine de politiques de durabilité qui pourraient entraîner des pénuries alimentaires.

[Voir aussi :  
De Bill Gates au « Grand Refus » : les agriculteurs en première ligne]

L'escalade des attaques réglementaires contre les producteurs agricoles, de la Hollande et des États-Unis au Sri Lanka et au-delà, est étroitement liée aux objectifs de développement durable de l'« Agenda 2030 » des Nations unies et aux partenaires de l'ONU au Forum économique mondial (FEM), ont déclaré de nombreux experts à The Epoch Times.

En effet, plusieurs des 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU sont directement impliqués dans les politiques qui mettent à mal les agriculteurs, les éleveurs et les réserves alimentaires dans le monde entier.

Des membres de haut niveau du Parti communiste chinois (PCC) au sein du système de l'ONU ont contribué à la création des ODD et aident actuellement à diriger la mise en œuvre du plan mondial par l'organisation, comme l'a précédemment documenté The Epoch Times.

Selon de nombreux experts, si l'on n'y prend garde, les politiques de durabilité soutenues par l'ONU en matière d'agriculture et de production alimentaire entraîneront une dévastation économique, des pénuries de biens essentiels, une famine généralisée et une perte dramatique des libertés individuelles.



*Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum économique mondial (FEM), lors de l'ouverture de l'Agenda Davos du FEM à Cologny, en Suisse, le 17 janvier 2022.*

*(FABRICE COFFRINI/AFP via Getty Images)*

Des millions de personnes dans le monde sont déjà confrontées à de dangereuses pénuries alimentaires, et les responsables du monde entier affirment que la situation va s'aggraver au fil de l'année.

Des experts ont déclaré à The Epoch Times qu'il y avait un programme derrière tout cela.

Même la propriété foncière privée est dans le collimateur, alors que la production alimentaire mondiale et l'économie mondiale sont transformées pour atteindre les objectifs mondiaux de durabilité, selon des documents de l'ONU examinés par The Epoch Times.

Comme l'explique l'ONU sur son site web consacré aux ODD, les objectifs adoptés en 2015 « reposent sur des décennies de travail des pays et de l'ONU. »

L'une des premières réunions définissant le programme de « durabilité » a été la Conférence des Nations unies sur les établissements humains, connue sous le nom d'Habitat I, qui a adopté la Déclaration de Vancouver.

Cet accord stipulait que « la terre ne peut être traitée comme un bien ordinaire contrôlé par des individus » et que la propriété privée des terres est « un instrument principal d'accumulation et de concentration des richesses, et contribue donc à l'injustice sociale. »

« Le contrôle public de l'utilisation des terres est donc indispensable », indique la déclaration de l'ONU, prélude à la désormais tristement célèbre « prédiction » du Forum économique mondial selon laquelle d'ici 2030, « vous ne posséderez plus rien. »

Depuis lors, de nombreuses agences et responsables de l'ONU ont exposé leur vision de la « durabilité », y compris des appels à des restrictions drastiques sur l'énergie, la consommation de viande, les voyages, l'espace vital et la prospérité matérielle.

Des experts interrogés par The Epoch Times affirment que certains des dirigeants d'entreprise les plus riches et les plus puissants du monde collaborent avec les communistes en Chine et ailleurs dans le but de centraliser le contrôle de la production alimentaire et d'écraser les agriculteurs et les éleveurs indépendants.



*Des militaires chinois défilent sur la place Tiananmen à Pékin, le 28 avril 2020.*

*(Lintao Zhang/Getty Images)*

Le FEM, un réseau de grandes entreprises multinationales qui collabore étroitement avec le PCC, est un « partenaire stratégique » des Nations unies pour l'Agenda 2030.

La réglementation croissante de la production alimentaire et même les efforts visant à fermer de nombreuses fermes et ranchs interviennent alors que des responsables du monde entier, comme le président américain Joe Biden et le chef du Programme alimentaire mondial de l'ONU David Beasley, mettent en

garde contre les pénuries alimentaires imminentes dans le monde.

Mais au lieu d'assouplir les restrictions et d'encourager une plus grande production, les gouvernements occidentaux et de nombreux gouvernements dépendant de l'aide sont encore plus sévères.

Les agriculteurs néerlandais, déjà au point de rupture, ont réagi cet été par des protestations massives dans tout le pays. Ces manifestations ont suivi de violents troubles au Sri Lanka liés à des pénuries alimentaires causées par la politique du gouvernement.

Les gouvernements et les organisations internationales ont invoqué divers prétextes pour justifier ces politiques, allant de l'amélioration de la « durabilité » et de la protection de la faune et de la flore à la promotion de la « justice économique », en passant par la restitution des terres aux peuples autochtones.



*Des tracteurs passent devant des policiers néerlandais qui montent la garde alors que la police ferme l'accès à Apeldoorn sur l'autoroute A1 pour empêcher les agriculteurs de manifester contre les plans du gouvernement néerlandais visant à réduire les émissions d'azote, le 29 juin 2022.*

*(JEROEN JUMELET/ANP/AFP via Getty Images)*

Selon les détracteurs de ces politiques, l'objectif n'est pas du tout de préserver l'environnement ou de lutter contre le changement climatique. Au contraire, les experts avertissent que le récit de la « durabilité » et les autres justifications sont un outil pour prendre le contrôle de l'alimentation, de l'agriculture et des personnes.

« L'objectif final de ces efforts est de réduire la souveraineté des nations et des peuples », a déclaré Craig Rucker, président du Committee for a Constructive Tomorrow (CFACT), une organisation de politique publique spécialisée dans les questions d'environnement et de développement.

« L'intention de ceux qui poussent cet agenda n'est pas de sauver la planète, comme ils le prétendent, mais d'accroître le contrôle sur les gens », a-t-il déclaré à The Epoch Times, ajoutant que le but est de centraliser le pouvoir au niveau national et même international.

## Objectifs de développement durable des Nations unies – Agenda 2030

Les objectifs de développement durable de l'ONU, souvent appelés Agenda 2030, ont été adoptés en 2015 par l'organisation et ses États membres comme un guide pour « transformer notre monde. » Salués comme un « plan directeur pour l'humanité » et une « déclaration d'interdépendance » mondiale par les hauts responsables de l'ONU, les 17 objectifs comprennent 169 cibles impliquant chaque facette de l'économie et de la vie.

« Tous les pays et toutes les parties prenantes, agissant dans le cadre d'un partenariat de collaboration, mettront en œuvre ce plan », déclare le préambule du document, en notant à plusieurs reprises que « personne ne sera laissé pour compte ».

Entre autres éléments, le plan des Nations unies appelle à une redistribution des richesses nationales et internationales dans l'objectif 10, ainsi qu'à des « changements fondamentaux dans la façon dont nos sociétés produisent et consomment les biens et les services. »



*Vue d'ensemble de la session du Conseil des droits de l'homme pendant le discours de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, aux Nations Unies à Genève, le 27 février 2020.  
(Reuters/Denis Balibouse/File Photo)*

L'utilisation du gouvernement pour transformer l'ensemble de l'activité économique est un élément essentiel des ODD, l'objectif 12 exigeant des « modes de consommation et de production durables ».

Parmi les cibles spécifiques décrites dans l'objectif 12, plusieurs sont directement liées aux politiques agricoles qui sapent la production alimentaire. Il s'agit notamment de « la gestion durable et l'utilisation efficace des ressources naturelles ».

Peut-être plus important encore, le document exige « une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux cadres internationaux convenus. »

En conséquence, les personnes, et en particulier les agriculteurs, doivent « réduire considérablement leurs rejets dans l'air, l'eau et le sol afin de minimiser leurs effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement. »

D'autres ODD sont directement liés à ce que les critiques ont appelé la « guerre contre les agriculteurs », notamment l'objectif 14, qui porte sur « la pollution marine de toutes sortes, en particulier celle due aux activités terrestres, y compris ... la pollution par les nutriments. » Les Nations unies décrivent régulièrement l'agriculture et la production

alimentaire comme une menace pour l'océan.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dirigée par l'ancien vice-ministre de l'agriculture et des affaires rurales du PCC, Qu Dongyu, contribue à mener la charge.

Dans son rapport de 2014 intitulé « Elaborer une vision commune pour une alimentation et une agriculture durables : Principes et approches », l'agence onusienne appelle à des restrictions drastiques sur l'utilisation des engrais, des pesticides, des émissions et de l'eau dans le secteur agricole.

Pour illustrer la manière dont l'agriculture doit être réformée pour être considérée comme durable par l'ONU, le rapport de la FAO déclare que :

« l'utilisation excessive d'engrais azotés est une cause majeure de pollution de l'eau et d'émissions de gaz à effet de serre ».

La FAO, dont le siège est à Rome, n'a pas répondu à une demande de commentaire.



*Le président français de l'époque, Nicolas Sarkozy (à gauche), prononce un discours lors d'un sommet de trois jours sur la sécurité alimentaire à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, le 3 juin 2008.*

*(CHRISTOPHE SIMON/AFP via Getty Images)*

Un autre des 17 ODD ayant un impact direct sur l'agriculture et la production alimentaire est l'objectif 2, avec ses appels à une « agriculture durable » et à une « production alimentaire durable. »

L'objectif 6, quant à lui, appelle à la « gestion durable de l'eau », ce qui inclut diverses cibles impliquant l'utilisation de l'eau agricole et le ruissellement.

L'objectif 13 est également important, car les dirigeants des Nations unies considèrent que l'agriculture et la production alimentaire sont des facteurs clés de ce qu'ils appellent le changement climatique d'origine humaine. Il invite les gouvernements à « intégrer les mesures relatives au changement climatique dans les politiques, les stratégies et la planification nationales ».

L'objectif 15, qui traite de l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, comporte également de multiples cibles qui touchent l'agriculture et la production alimentaire.

Dans le monde entier, les gouvernements nationaux et régionaux travaillent avec les agences des Nations unies pour mettre en œuvre ces objectifs de durabilité dans l'agriculture et d'autres secteurs.

Par exemple, en réponse aux accords de l'ONU sur la biodiversité, l'Union européenne a mis en œuvre divers programmes de biodiversité soutenus par l'ONU, tels que Natura 2000 et la stratégie de l'UE en matière de biodiversité pour 2030, qui ont été cités par le gouvernement néerlandais et d'autres dans leurs politiques agricoles.

L'ONU se vante également publiquement de son rôle dans l'imposition des ODD au Sri Lanka et dans d'autres nations souffrant de pénuries alimentaires et de calamités économiques liées à ces mêmes programmes de durabilité mondiale.

Dans le monde entier, presque tous les gouvernements nationaux affirment qu'ils intègrent les ODD dans leurs propres lois et règlements.

## Le « partenariat » du Forum économique mondial

Aux côtés des Nations unies, diverses « parties prenantes » jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques de développement durable par le biais de « partenariats public-privé ».

Au cœur de cet effort se trouve le FEM, qui, depuis 2020, pousse à une transformation totale de la société connue sous le nom de « Grande réinitialisation. » En 2019, le FEM a signé un « partenariat stratégique » avec l'ONU pour faire avancer l'Agenda 2030 au sein de la communauté mondiale des affaires.



*Logo du Forum économique mondial pris au Centre des congrès le 24 janvier 2007.*

*(JOEL SAGET/AFP via Getty Images)*

L'accord officiel définit « des domaines de coopération pour approfondir l'engagement institutionnel et accélérer conjointement la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable ».

Bon nombre des principaux responsables de l'Agenda 2030, y compris des dirigeants de l'ONU comme l'actuel secrétaire général António Guterres – un socialiste autoproclamé – travaillent également avec le FEM depuis des décennies.

Entre-temps, le FEM a été explicite quant à ses objectifs. Il a récemment lancé une « Alliance pour l'action alimentaire » (FAA) qui reconnaît sur son site web que l'Agenda 2030 « informe l'ambition de la FAA de fournir une plateforme durable et à long terme pour une action multipartite sur les systèmes alimentaires afin d'atteindre les ODD ».

Parallèlement au « Sommet des systèmes alimentaires » de l'ONU en septembre 2021, la FAA du FEM a publié un rapport décrivant son propre « programme de leadership pour une collaboration multipartite visant à transformer les systèmes alimentaires. »

Parmi d'autres éléments, le document résume les idées de la FAA sur « le soutien aux partenariats de systèmes alimentaires transformateurs, et sa proposition de valeur au-delà du Sommet des systèmes alimentaires de l'ONU 2021 vers la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU ». L'intérêt public du FEM pour la transformation de l'agriculture et de

l'approvisionnement alimentaire remonte à plus d'une décennie, au moins.

En partenariat avec diverses entreprises, le FEM a publié en 2010 un rapport décrivant une « nouvelle vision de l'agriculture » qui comprenait une « feuille de route pour les parties prenantes ». Bon nombre des plus grandes entreprises alimentaires du monde, qui dominent le marché et possèdent d'innombrables marques populaires, sont impliquées.

Le site web du FEM regorge d'informations censées justifier une transformation totale de l'approvisionnement alimentaire par les « parties prenantes. »

« Les systèmes alimentaires mondiaux étant de plus en plus interconnectés, une coordination efficace entre un ensemble diversifié de parties prenantes sera nécessaire », indique le FEM sur sa plateforme « Strategic Intelligence », citant fréquemment la FAO comme source.

« Le potentiel d'élaborer de nouvelles approches systémiques des systèmes alimentaires qui incluent un ensemble diversifié de parties prenantes présente des opportunités pour aider à nourrir durablement le monde à l'avenir. »

Les références fréquentes de l'organisation aux « parties prenantes » font référence aux gouvernements, aux entreprises et aux organisations dites non gouvernementales qui sont souvent financées par ces mêmes entreprises et gouvernements. Ils travaillent tous ensemble sur cette question.

Par exemple, le FEM se targue d'avoir associé des géants du secteur tels que Coca-Cola et Unilever à la promotion d'un « avenir plus durable ».

La Fondation Rockefeller, qui a récemment publié un rapport sur la manière de « remettre la table » et de « transformer le système alimentaire américain », est également un acteur clé.

Les « Food Innovation Hubs » du FEM, répartis dans le monde entier, sont appelés à jouer un rôle majeur dans cette transformation globale.

S'adressant au Forum économique mondial sur le thème de la « transformation des systèmes alimentaires et de l'utilisation des terres » lors de la semaine de l'agenda de Davos l'année dernière, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a annoncé que les Pays-Bas accueilleraient le « Secrétariat de coordination mondiale des pôles d'innovation alimentaire du WEF ».

Ce secrétariat, a-t-il déclaré, « reliera tous les autres Food Innovation Hubs » afin de faciliter la création « des partenariats dont nous avons besoin. »

Ni le FEM ni la Fondation Rockefeller n'ont répondu aux demandes de

commentaires sur leur rôle dans l'Agenda 2030 et sur les politiques agricoles menées dans le monde.

Parmi les autres organisations et entités impliquées dans ce mouvement figurent de puissantes fondations exonérées d'impôts, telles que la Fondation Gates, les gouvernements régionaux de type européen qui prolifèrent dans le monde, ainsi que divers groupes qu'ils financent.

## Faire pression sur les agriculteurs et l'approvisionnement alimentaire

Partout dans le monde, les politiques gouvernementales alignées sur les ODD de l'ONU mettent à mal les agriculteurs, en particulier les petits producteurs indépendants incapables d'absorber les coûts supplémentaires d'une réglementation et d'un contrôle accrus.

Célébrant les idées de durabilité de l'ONU, le président sri-lankais Gotabaya Rajapaksa, récemment évincé, a annoncé lors du sommet climatique COP26 de l'ONU en 2021 que son gouvernement interdisait les engrais chimiques et les pesticides.



*La police utilise des canons à eau pour disperser des agriculteurs participant à une manifestation anti-gouvernementale demandant la démission du président du Sri Lanka, Gotabaya Rajapaksa, en raison de la crise économique du pays, à Colombo, le 6 juillet 2022.*

*(-/AFP via Getty Images)*

« Le Sri Lanka a récemment restreint les importations d'engrais chimiques, de pesticides et de désherbants en raison de préoccupations en matière de santé publique, de contamination de l'eau, de dégradation des sols et d'impact sur la biodiversité », a déclaré Rajapaksa aux dirigeants mondiaux, sous les acclamations générales.

« Bien qu'opposé par des lobbies retranchés, cela a créé des opportunités d'innovation et d'investissement dans l'agriculture biologique qui sera plus saine et plus durable à l'avenir. »

En réalité, même si elles ont été rapidement démantelées, ces politiques ont produit des pénuries alimentaires catastrophiques, une faim généralisée, et finalement une révolte populaire qui a chassé le président et son gouvernement.

En 2019, le gouvernement socialiste sri-lankais s'est également associé au Programme des Nations unies pour l'environnement pour mettre en place la campagne mondiale de l'ONU sur l'azote, qui promeut les politiques sur l'azote soutenues par l'ONU qui prolifèrent maintenant dans le monde entier.

Aux Pays-Bas, siège du secrétariat du « Food Innovation Hub » du FEM, les autorités imposent des politiques sur l'azote qui devraient décimer le secteur agricole très productif du pays. Les plans prévoient également l'expropriation généralisée des exploitations agricoles.

« Les plans d'expropriation du cabinet sont une véritable déclaration de guerre au secteur agricole », a déclaré le député néerlandais Gideon van Meijeren, du parti Forum pour la démocratie, cité par De Dagelijkse Standaard. « Sous de faux prétextes, les agriculteurs sont spoliés de leurs terres, des fermes séculaires sont démolies et les familles d'agriculteurs sont totalement détruites. »

Les experts ont mis en garde contre les conséquences dangereuses découlant de ces politiques de durabilité, notamment les pénuries alimentaires, la montée en flèche des prix, les troubles sociaux, etc.

« Vous pouvez entrevoir un avenir vert et durable en observant la Hollande et le Sri Lanka aujourd'hui », a déclaré Bonner Cohen, chercheur principal au National Center for Public Policy Research, à The Epoch Times.

Et pourtant, l'ordre du jour se répand rapidement. La semaine dernière, les autorités fédérales canadiennes ont annoncé des restrictions similaires sur les engrais et l'azote après la mise en place de restrictions sur la production d'énergie, suscitant l'indignation des responsables provinciaux et des agriculteurs.

En Irlande, au Royaume-Uni et dans d'autres pays européens, diverses entités gouvernementales s'efforcent également de réduire la production agricole dans

le cadre de programmes de durabilité.

Entre-temps, outre la poursuite des politiques qui paient les agriculteurs pour qu'ils ne produisent pas de nourriture, l'administration Biden cherche à imposer aux entreprises des mesures et des rapports « environnementaux, sociaux et de gouvernance » soutenus par le FEM, par l'intermédiaire de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis.

Les associations agricoles et plus de 100 membres du Congrès affirment que ce plan conduirait à la faillite des propriétaires de petites et moyennes exploitations agricoles incapables de se conformer aux exigences en matière de rapports sur le climat pour faire des affaires avec des entreprises publiques, alors même que le monde se dirige vers des pénuries alimentaires généralisées.

Selon les experts, l'insistance sur ce type de politiques s'explique en partie par le fait que ceux qui les imposent sont largement isolés des dommages qu'ils causent.

« Les élites mondiales, qu'il s'agisse des gouvernements, des organisations transnationales ou des conseils d'administration des entreprises – bien représentées au sein du FEM – sont tellement absorbées par le signal de vertu climatique, dont beaucoup espèrent tirer un bénéfice financier en investissant dans les énergies vertes, qu'elles sont lentes à remarquer qu'elles sont complètement détachées de la réalité », a déclaré M. Cohen, du National Center for Public Policy Research, spécialisé dans les questions environnementales.

« Peu de ceux qui imposent des réglementations aux agriculteurs ont jamais mis les pieds dans une ferme. En vertu du pouvoir et de la richesse dont ces personnes disposent déjà, elles sont à l'abri des conséquences des politiques malavisées qu'elles imposent au reste du monde. Ce fardeau est supporté par les gens ordinaires du monde entier, dont la foule de Davos et ses partenaires criminels ne savent rien. »

## Les experts estiment que les petites exploitations agricoles indépendantes sont en danger

La catastrophe du Sri Lanka offre un avant-goût de ce qui arrivera aux États-Unis et à l'Europe si les décideurs politiques continuent à suivre le programme de développement durable des Nations unies, selon Sterling Burnett, titulaire d'un doctorat en éthique environnementale et dirigeant le Arthur B. Robinson Center on Climate and Environmental Policy de l'institut à but non lucratif Heartland.

« Ce n'est pas une guerre contre l'agriculture ; c'est une guerre contre les petites exploitations agricoles et les agriculteurs indépendants », a-t-il déclaré à The Epoch Times. « C'est une guerre en faveur de l'élite, des

industries agricoles à grande échelle ».



*Des agriculteurs se rassemblent avec leurs véhicules près d'un panneau indiquant la frontière entre l'Allemagne et les Pays-Bas lors d'une manifestation sur l'autoroute A1, près de Rijssen, le 29 juin 2022, contre les plans du gouvernement néerlandais concernant l'azote.  
(VINCENT JANNINK/ANP/AFP via Getty Images)*

Même si les ODD de l'ONU parlent d'aider les « petits producteurs alimentaires », Burnett a fait valoir que les fermes et les ranchs indépendants sont dans le collimateur de l'ONU pour aider à consolider le contrôle de l'approvisionnement alimentaire.

Les décideurs politiques sont « dans la poche » des grandes entreprises, dont Conagra, BlackRock, State Street, Vanguard et d'autres, a-t-il déclaré.

« Ils préféreraient que tous leurs petits concurrents fassent faillite », a-t-il ajouté, faisant écho aux préoccupations exprimées par de nombreux autres experts.

Le PDG de BlackRock, Larry Fink, dont la société gère plus d'argent que n'importe quelle autre entreprise dans le monde, « veut imposer ses valeurs aux entreprises qui utilisent l'argent des autres », a déclaré M. Burnett.

M. Fink, qui siège au conseil d'administration du puissant Council on Foreign Relations et travaille en étroite collaboration avec le FEM, est l'un des principaux architectes de la campagne visant à imposer des mesures « environnementales, sociales et de gouvernance » aux entreprises

américaines.

« Ce sont les super-riches qui imposent leurs valeurs au reste d'entre nous », a déclaré M. Burnett, en désignant ceux qui, selon lui, sont heureux de travailler avec des communistes dans le cadre de cet effort.

« En ce qui concerne le Forum économique mondial, vous ne pouvez pas avoir une grande réinitialisation si vous ne réinitialisez pas l'approvisionnement alimentaire, car la nourriture est nécessaire à tout le monde », a-t-il déclaré. « Staline l'a reconnu : Celui qui contrôle la nourriture contrôle le peuple. C'est la même chose avec l'énergie. »

Alors que les prix s'envolent et que les agriculteurs font faillite, les grandes entreprises, de concert avec les gouvernements et les organisations internationales, ramasseront les morceaux.

En attendant, comme on l'a vu récemment au Sri Lanka, les personnes affamées poussées au bord du gouffre sont susceptibles de réagir.

« Les gens n'étaient pas affamés le 6 janvier », a déclaré Burnett, faisant référence à la manifestation et à la brèche du 6 janvier 2021 au Capitole des États-Unis. « La crise de la chaîne d'approvisionnement est en train de se produire, les rayons se vident déjà, et quand les gens ont faim, ils ne vont pas rester assis à ne rien faire. »

Le fondateur et président de l'American Policy Center, Tom DeWeese, un expert de premier plan et critique des notions de durabilité de l'ONU, a averti que la guerre contre les agriculteurs faisait partie d'un programme plus large visant à priver les gens de leur liberté.

« Toujours dans le passé, lorsque des forces tyranniques voulaient diriger le monde, elles construisaient des armées et envahissaient, brisaient des choses, tuaient des gens et imposaient la soumission », a déclaré DeWeese à The Epoch Times. « Nous avons maintenant affaire à une force diabolique qui a trouvé un moyen de nous faire renoncer volontairement à nos libertés et de les aider à nous subjuguer ».

« Quel pourrait être un outil aussi puissant ? La menace d'un Armageddon environnemental », a-t-il déclaré, en citant le discours sur le changement climatique comme principal exemple.

Citant de nombreux fonctionnaires et documents de l'ONU, DeWeese affirme que l'objectif n'est pas de sauver le climat, mais de transformer la planète et de centraliser le contrôle sur la population.

Outre l'ONU et le FEM, de grandes entreprises telles que Vanguard et BlackRock s'efforcent de prendre le contrôle de l'approvisionnement alimentaire, a-t-il ajouté.

Déjà, une poignée d'entreprises dont ces deux sociétés d'investissement sont les principaux actionnaires dominant l'industrie mondiale de l'alimentation et des boissons. En prenant le contrôle de l'agriculture, elles contrôleront tout.

« L'objectif est de contrôler totalement la production alimentaire », a-t-il déclaré, notant qu'ils cherchent à posséder toutes les semences et même à cultiver de la viande synthétique dans des installations déjà soutenues financièrement par Bill Gates et d'autres milliardaires.



*Bill Gates lors d'un événement à New York, le 6 novembre 2019.  
(Mike Cohen/Getty Images for The New York Times)*

Les cultures génétiquement modifiées figurent également en bonne place sur l'agenda.

L'ONU, le FEM et d'autres organismes avancent également dans la promotion des insectes et des mauvaises herbes en tant qu'aliments. Dans tout le monde occidental, les installations de production de protéines d'insectes se multiplient rapidement.

Mais la situation est encore plus sombre, selon M. DeWeese.

« Si les gens sont affamés, il est beaucoup plus facile de les soumettre », dit-il, ajoutant que la dépopulation et le contrôle de l'humanité sont à l'ordre du jour des élites mondiales depuis des décennies.

La « guerre contre les agriculteurs » intervient également dans le cadre de

ce que les critiques décrivent comme une « guerre contre l'énergie » soutenue par le gouvernement, qui affecte l'agriculture et pratiquement tous les autres secteurs.

Cela comprend la limitation de l'exploration énergétique, la fermeture de centrales électriques, la perception de droits et de taxes spéciales, ainsi que d'autres politiques qui ont entraîné une augmentation rapide des coûts dans le monde occidental, mais pas dans des pays comme la Chine.

Les experts interrogés par The Epoch Times ont exhorté les Américains à résister à la guerre contre les agriculteurs et aux politiques de développement durable soutenues par les Nations unies par divers moyens. Il s'agit notamment de s'engager politiquement, d'adopter de nouvelles habitudes d'achat, de trouver d'autres sources d'alimentation, comme les agriculteurs locaux, et d'autres mesures.

Les responsables de l'ONU n'ont pas répondu aux demandes de commentaires.

Traduction de The Epoch Times par Aube Digitale